



INITIATIVES AGRICOLES

TRAVAILLEURS SAISONNIERS : 173 000 "BRAS - VOLONTAIRES - POUR TON ASSIETTE !"

La campagne de recrutement de travailleurs agricoles saisonniers « Des bras pour ton assiette ! » rencontre un succès à la hauteur des attentes du monde agricole. 173 000 français se sont déclarés volontaires sur la plateforme dédiée <https://desbraspourtonassiette.wizi.farm/>. Ils sont actuellement mis en relation avec les 7000 producteurs engagés dans la démarche. La campagne se poursuit dans l'objectif d'atteindre le recrutement de 200 000 saisonniers pour les mois d'avril, mai et juin 2020.

ACTUALITES ET VIE DES FILIERES AGRICOLES

MARCHES ALIMENTAIRES : UN PROTOCOLE VALIDE POUR ENCOURAGER LES REOUVERTURES

A la suite de la décision de fermeture des marchés par le Premier ministre pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, la FNSEA s'est attachée à travailler avec l'Etat et plusieurs organisations à la mise à disposition des Maires et des Préfets d'un protocole sanitaire ([lien du document](#)) permettant aux marchés alimentaires de rester ouverts, dans le cadre dérogatoire convenu. Ce protocole doit permettre d'accorder les autorisations d'ouverture des marchés alimentaires en garantissant la sécurité sanitaire pour la population, y compris les professionnels et leurs salariés, et en assurant la mission d'approvisionnement de la population en produits frais. Ainsi 25% des marchés sont à nouveau ouverts. La FNSEA invite tous les élus nationaux et locaux à se saisir de cet outil pour encourager les maires à ces réouvertures essentielles à la vie des territoires et des productions agricoles de proximité (fruits et légumes, produits fermiers, miel...).

ETIQUETAGE DE L'ORIGINE : RECONDUCTION MAJEURE DE L'EXPERIMENTATION A 2021

L'expérimentation sur l'étiquetage de l'origine des produits, lancée en 2017, est reconduite pour la deuxième fois jusqu'au 31 décembre 2021. La FNSEA qui s'était battue pour obtenir cette première expérimentation se félicite de cette décision qui assure plus de transparence aux consommateurs. Ce décret rend obligatoire l'indication de l'origine du lait (si le produit final comprend au moins 50% de lait) et de la viande (sur tous les produits en comportant plus de 8%) utilisés comme ingrédients dans les produits transformés. Comme l'a mentionné l'évaluation de l'expérimentation réalisée pour le compte du ministère de l'agriculture, cette avancée n'a pas eu d'impact sur le prix final des produits. La FNSEA souhaite désormais que cette obligation s'étende à tous les produits, toutes les filières et à tous les pays de l'Union européenne. La balle est désormais dans le camp de la Commission européenne qui devra se positionner face à cette demande grandissante des consommateurs européens.

ENJEUX EUROPEENS

Le Conseil Agriculture du 25 mars 2020 était officiellement la première réunion au cours de laquelle les ministres de l'agriculture des Etats membres ont pu évoquer l'impact de la crise COVID-19, sur le secteur agricole. Retour sur les principaux enseignements.

CONSENSUS EUROPEEN SUR LE PRINCIPE DE FLEXIBILITE DES REGLES DE LA PAC

La nécessité d'accorder davantage de flexibilité dans la mise en œuvre des règles de la PAC ou concernant les aides d'Etat en matière agricole semblent faire consensus parmi les Etats membres, dont la France. Cependant, tous ne demandent pas la mise en place des mêmes mesures. La réduction ou suppression des

contrôles sur place, avancement des paiements anticipés, éventuellement avant la finalisation des contrôles administratifs ou usage du cas de force majeure...

DISPARITES DES DEMANDES CONCERNANT LES MESURES DE MARCHES

Plusieurs délégations européennes, dont la France, ont insisté sur le déclenchement des mesures exceptionnelles de gestion de crise, notamment via la mise en place des mesures exceptionnelles des articles 219 à 220 de l'OCM, comme demandées aussi par des Députés européens.

ACTIONS DE LA FNSEA AU NIVEAU EUROPEEN

La FNSEA par la voix de son organisation européenne, le COPA, a fait remonter les demandes de son réseau, pour faire reconnaître le rôle des agriculteurs dans le contexte de crise et leurs contributions quotidiennes au bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement européenne. Les questions de trésorerie des exploitations, de fonctionnement du marché intérieur, ou de disponibilité des travailleurs et des intrants ont été abordées avec les Institutions européennes, notamment par une prise de parole du Secrétaire Général du COPA devant les Ministres. Il a souligné des demandes de flexibilités pour les déclarations PAC, de simplification des procédures et pour certaines législations, notamment dans le domaine environnemental, et octroi de délais dans la phase de mise en œuvre.

BAROMETRE HEBDOMADAIRE DES PRODUCTIONS AGRICOLES

Contexte global : Des difficultés liées à l'absentéisme dans les différents maillons de la chaîne d'approvisionnement alimentaire continuent à se faire sentir. En parallèle, des tensions parfois importantes sont à noter sur le secteur du transport et engendrent des surcoûts importants. De même, certaines matières premières (emballages plastiques pour l'amont et pour l'aval) font l'objet de ruptures. Les marchés demeurent très volatiles et nerveux. La FNSEA et l'ensemble de ses filières entament une réflexion sur les modalités d'accompagnement des agriculteurs les plus touchés par la crise : pour cela des outils européens peuvent être mobilisés, il y a urgence à travailler aux mesures adaptées pour chacune des filières.

Cette semaine, focus particulier sur les filières viticole, volailles, chevreaux et agneaux :

Filière	Etat général de la production	Contexte de marché	Risques identifiés / Actions envisagées
Viticulture	Alors que les vignes débourent, les premières gelées de printemps ont commencé à faire des dégâts, parfois sévères, dans certains vignobles (Gard, Var, Vallée du Rhône).	Fort ralentissement des ventes : exportations ralenties, débouchés à l'arrêt (un tiers des débouchés) dans la Restauration Hors Foyer (RHF), recul des ventes en GMS sur le secteur des vins. Cela s'ajoute à l'enchaînement de crises que subit la filière vitivinicole française depuis plusieurs mois (difficultés à l'export vers les Etats-Unis, fermeture du marché chinois pour raison sanitaire début 2020).	Les stocks de vins s'accumulent avec des conséquences directes sur la trésorerie des entreprises et de fortes inquiétudes sur la reprise du marché. L'annulation des différents salons pèse, et alourdit cette tendance. La filière vin demande plus de souplesse dans la gestion des aides OCM (Organisation Commune des Marchés), et le paiement des dossiers au plus vite, la défense de la trésorerie des entreprises étant un facteur essentiel pour résister à la crise.
Volailles / Œufs	Fort impact de l'arrêt de la RHF : perte d'activité/CA important pour plusieurs productions en raison de l'allongement des vides sanitaires et du stockage sur pied (palmipèdes gras et à rôtir, pigeons, poulets à destination de la restauration rapide, poulet de	<u>Œufs</u> : Augmentation de la consommation d'œufs (jusqu'à 60% dans certaines enseignes), ce qui conduit à une simplification des gammes et des emballages. <u>Volailles</u> : Difficultés sur les productions de pintade, lapin, caille, déréférencées par les	Pertes de CA importantes pour les productions à l'arrêt ou réorientées vers le débouché GMS (poulet notamment). Vente à la ferme parfois compliquée localement (éloignement du lieu de consommation). Augmentation du coût des matières premières. Destruction d'œufs en incubation ou de poussins/caneton face à la fermeture des

	<p>Bresse, œufs destinés à l'industrie...).</p> <p>A l'inverse, hausse des commandes d'œufs liée à la forte consommation en GMS</p>	<p>distributeurs et sur certaines pièces (cuisses de poulet & dinde).</p> <p>Foie gras : fortes inquiétudes en raison du fort ralentissement (export et RHF) et d'une baisse des ventes en GMS.</p>	<p>marchés, qui risque de pénaliser la reprise.</p> <p>La filière réfléchit, pour les filières en difficulté, la possibilité de mettre en place des mécanismes de compensation à la perte de CA, année blanche, chômage partiel pour les éleveurs, cessation d'activité, aide au stockage privé.</p>
<p>Agneaux / Chevreaux</p>	<p>Agneaux : 520.000 agneaux sont à écouler pour la période de Pâques. Premiers signes de ralentissement voire d'arrêt des ramassages d'agneaux en ferme, baisse progressive des abattages.</p> <p>Chevreaux : l'accord de filière de début de la crise semble de plus en plus fragile avec des chevreaux qui ne sont plus ramassés dans les fermes faute de visibilité des engraisseurs et des abatteurs sur le marché.</p>	<p><u>Agneaux</u> : gros enjeu lors des fêtes religieuses Pâques juive et chrétienne, Ramadan musulman (près de 50 % de la consommation annuelle) pour la disponibilité et la mise en avant de l'agneau français dans les enseignes de la grande distribution.</p> <p><u>Chevreaux</u> : annulation de commandes auprès des abatteurs (principalement Italiens et Portugais).</p>	<p>Agneaux : forte vigilance sur la disponibilité en viande d'agneau française et la pression qui risque d'être exercée à la baisse sur les prix payés aux éleveurs, dans un contexte de concurrence avec les importations en provenance de Nouvelle-Zélande.</p> <p>Chevreaux : risque de situation de surstock.</p> <p>Demande auprès des pouvoirs publics d'aides au stockage pour les abatteurs et des aides à l'engraissement afin de ne pas faire peser tout le risque économique sur le maillon producteur.</p>

Contact : Guillaume Lidon
 Responsable des relations institutionnelles
 mail : guillaume.lidon@reseaufnsea.fr
 tél : 01 53 83 48 92

Vous pourrez toujours compter sur nous vous nourrir
 #OnVousNourrit

Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitations Agricoles
 11 rue de la Baume - 75008 Paris

